



## Leçon 1. L'organisation juridique de la valorisation

### Section 1. Les outils des établissements publics de recherche

#### §1. Le service

- A. Genèse
- B. Création
- C. Les missions
- D. L'organisation
- E. Contrôle

#### §2. Les filiales

- A. La constitution de la filiale
  - 1. Les modalités de constitution
  - 2. Les règles applicables à la constitution de filiales
- B. Le régime juridique applicable aux filiales
  - 1. Les relations entre la filiale et l'entreprise-mère
  - 2. Le régime budgétaire et financier des filiales
  - 3. Les contrats
  - 4. Le personnel

### Section 2. Les pôles de compétitivité

#### §1. Organisation des pôles de compétitivité

- A. Identification des pôles
- B. Les projets scientifiques

#### §2. Le traitement fiscal des pôles de recherche

- A. Exonération d'impôts sur les bénéfices
- B. Exonérations complémentaires
  - 1. Exonération de la taxe foncière
  - 2. Exonération de la taxe professionnelle
  - 3. Exonération de charges sociales

### Section 3. Les Instituts Carnot

#### §1. Le Label

#### §2. L'Association des instituts Carnot (AiCarnot)

- A. L'animation du réseau des instituts Carnot
  - 1. Développement de la visibilité et communication
  - 2. Structuration du réseau au service de l'innovation des entreprises
  - 3. Soutien au développement international
- B. L'organisation de l'AiCarnot
- C. La Charte Carnot
  - 1. Qualité et professionnalisme
  - 2. Stratégie de recherche et programmes
  - 3. Relations avec les partenaires socioéconomiques
  - 4. Propriété industrielle
  - 5. Relations avec la recherche académique
  - 6. Relations internationales
  - 7. Communication
  - 8. Gouvernance
  - 9. Mutualisation de moyens
  - 10. Fonctionnement du réseau



### Leçon 2. Le contrat de collaboration et de recherche

#### Section 1. Typologie des contrats de recherche

- §1. Les contrats entre personnes publiques
- §2. Les contrats avec des partenaires industriels
- §3. Propédeutique

#### Section 2. Analyse du contrat de recherche

- §1. Les définitions
- §2. Objet de la recherche
- §3. Financement et modalités de paiement
- §4. Les rapports scientifiques et financiers – Le comité de pilotage
- §5. La propriété intellectuelle
  - A. Les connaissances antérieures respectives
  - B. Les fruits de la collaboration
- §6. La confidentialité
- §7. La résiliation
- §8. Les clauses juridiques

### Leçon 3. Le statut de l'agent public et la valorisation de la recherche

#### Section 1. Le cadre statutaire de la valorisation des travaux par les chercheurs publics

- §1. Le code de la recherche
  - A. Enoncé des règles
  - B. Définition du chercheur public
- §2. Le statut général des fonctionnaires
  - A. Principes généraux
  - B. Règlement des cumuls d'activités

#### Section 2. Le chercheur public et la création d'une entreprise dédiée à la valorisation

- §1. L'entreprise de valorisation des travaux du chercheur public
- §2. La conclusion d'une convention de valorisation
- §3. L'autorisation délivrée par l'administration
  - A. Demande initiale
  - B. Renouvellement de l'autorisation et contrôle en cours d'activité
- §4. Le départ du chercheur vers l'entreprise de valorisation
- §5. La fin de la période d'essaimage

#### Section 3. Le chercheur public, collaborateur du transfert de technologie

- §1. Les conditions du concours scientifique
  - A. Nature du concours apporté par le chercheur
  - B. Les conditions préalables au concours scientifique
    - 1. Conditions d'exercice du concours scientifique
    - 2. Conclusion du contrat de valorisation
- §2. Combinaison du concours scientifique et de la participation au capital de l'entreprise

#### Section 4. Le chercheur public membre de l'organe d'une entreprise impliquée dans le transfert de technologie



### Leçon 4. Le contrat d'incubation

#### Section 1. Les incubateurs publics

##### §1. Typologie et actions des incubateurs publics

##### §2. L'offre des incubateurs publics

#### Section 2. Le contrat d'incubation de droit privé

##### §1. Définition du contrat

- A. Les parties au contrat
- B. L'objet du contrat

##### §2. Les conditions du contrat

- A. La durée du contrat
- B. Absence de lien de subordination
- C. Un écrit obligatoire
- D. Formalité de publicité
- E. Inscription au bilan du contrat

##### §3. La responsabilité de l'incubateur

### Leçon 5. France brevets et le Fonds souverain de propriété intellectuelle

#### Section 1. France Brevets

##### §1. Organisation de France Brevets

- A. Le comité de pilotage
- B. Le conseil d'administration de France Brevets
- C. Gestion financière de France Brevets
  - 1. Financement en capital
  - 2. Retour sur investissement
  - 3. Redéploiement des fonds

##### §2. Actions de France Brevets

- A. Constitution d'un portefeuille de brevets
  - 1. Les ambitions
  - 2. Les réalisations
- B. Défense du portefeuille de brevets

#### Section 2. Le Fonds souverain de propriété intellectuelle

##### §1. L'objet du FSPI

- A. L'action du FSPI
- B. L'articulation avec France Brevets

##### §2. L'opportunité du FSPI

- A. De l'économie du savoir aux brevets
- B. La transparence



### Leçon 6. Le contrat de consortium de recherche

#### Section 1. Typologie des contrats de consortium

- §1. IPCA
- §2. DESCA
- §3. EUCAR & IMG
- §4. Le modèle H2020

#### Section 2. Organisation d'un contrat de consortium

- §1. Le tableau
- §2. Le questionnaire

- A. Le questionnaire technique et de propriété intellectuelle
  - 1. Sur les connaissances antérieures
  - 2. Les connaissances nouvelles
  - 3. Les connaissances nouvelles communes – Les résultats des recherches communes
  - 4. Les droits des partenaires sortants
  - 5. Les droits des partenaires entrants
- B. Le questionnaire sur la gouvernance
  - 1. Sur les organes de la gouvernance
  - 2. Sur les règles de décision
  - 3. La sortie du projet
  - 4. Sur l'entrée dans le projet

#### Section 3. Analyse du contrat de consortium

- §1. Le préambule
- §2. Définitions

- A. Connaissances antérieures »
- B. « Domaine d'application »
- C. « Informations confidentielles »
- D. « Sociétés affiliées »
- E. « Durée »

#### §3. La gouvernance du consortium

- A. « Le Coordinateur »
- B. « Le Comité de pilotage »
- C. « Les comités techniques »
- D. Les engagements des partenaires
  - 1. Les engagements techniques
  - 2. Les engagements légaux

#### §4. La propriété intellectuelle

- A. Les connaissances antérieures
- B. La propriété intellectuelle des connaissances nouvelles

#### §5. La sous-traitance

#### §6. La non-concurrence

#### §7. Les dispositions juridiques et judiciaires

#### §8. Les annexes

- A. Annexe « Description du projet »
- B. Annexe « Connaissances antérieures »
- C. Annexe « Informations confidentielles »
- D. Annexe « Budget »

Contrat type de consortium proposé par la Commission européenne



### Leçon 7. Déontologie de la recherche

#### Section préliminaire. Les enjeux et les sources du droit de la recherche biomédicale

#### Section 1. La protection des personnes se prêtant à une recherche biomédicale

##### §1. Les principes fondamentaux de la recherche biomédicale

- A. Les différents types de recherches biomédicales
  - 1. Les catégories de recherches biomédicales en droit positif
    - a. Les recherches biomédicales portant sur un médicament
    - b. Les recherches biomédicales portant sur un dispositif médical
    - c. Les autres catégories de recherches biomédicales
  - 2. Les catégories de recherches après l'entrée en vigueur de la loi du 5 mars 2012
  - 3. Les recherches sur l'embryon et les cellules souches
- B. Les conditions fondamentales de la recherche biomédicale
  - 1. L'encadrement de la recherche par des organisateurs
  - 2. La primauté de l'intérêt de la personne

##### §2. Le consentement et l'information de la personne se prêtant à la recherche

- A. L'information préalable de la personne
- B. Le consentement de la personne

#### Section 2. Le déroulement de la recherche biomédicale

##### §1. Les autorisations préalables

- A. L'avis du comité de protection des personnes
  - 1. La composition des CPP
  - 2. La procédure d'avis
- B. L'autorisation de l'ANSM

##### §2. Les obligations des organisateurs pendant et après la recherche

- A. Les obligations de contrôle et de vigilance
- B. Les relations pécuniaires entre le promoteur et la personne
- C. La transparence de la recherche

### Leçon 8. La jeune entreprise universitaire et la jeune entreprise innovante

#### Section 1. Les conditions d'accès au statut

- §1. Etre une PME
- §2. Une jeune PME
- §3. Etre indépendante
- §4. Innover
- §5. La condition complémentaire des JEU

#### Section 2. Effets du statut

- §1. Exonérations fiscales
- §2. Exonérations sociales

#### Section 3. Procédure



### Leçon 9. Les sociétés d'accélération de transfert de technologie

#### Section 1. L'organisation des SATT

##### §1. La mission

- A. La mission de financement
- B. La mission de prestation de service
- C. L'objet social type

##### §2. Le financement

##### §3. La posture spéciale de la CDC

#### Section 2. Le contrôle des SATT

##### §1. Les organes internes de contrôle

- A. Le Conseil d'administration
  - 1. Nomination
  - 2. Décisions
- B. Le Comité d'investissement

##### §2. Quel contrôle de l'Etat ?

- A. Une identification des réussites
- B. Un outil contesté
  - 1. La dimension régionale, une dimension trop restrictive pour la valorisation de la recherche menée par les acteurs nationaux
  - 2. La commercialisation des brevets, un mode de valorisation seulement partiel de la recherche
  - 3. Le contrôle financier

### Leçon 10. Le contrat de transfert de matériel et les accords de confidentialité

#### Section 1. L'accord de transfert de matériel (ATM)

##### §1. Les enjeux du contrat

##### §2. Les éléments clés du contrat

#### Section 2. L'accord de confidentialité ou de non-divulgence (NDA – *Non disclosure agreement*)

##### §1. Les enjeux du contrat

- A. Les personnes tenues
- B. Les informations visées
- C. Le maintien de la confidentialité

##### §2. Les éléments du contrat